

JANE JACOBS

**LA QUESTION DU
SÉPARATISME**

**LE COMBAT DU QUÉBEC
POUR LA SOUVERAINETÉ**

v1b éditeur

Jane Jacobs

La question du séparatisme

Le combat du Québec pour la souveraineté

Traduit de l'anglais par Bernard Desgagné

v1b éditeur
Une société de Québecor Média

*À Pat,
Mary Ann, Larissa
et Doug,
avec tout mon amour*

Remerciements

Le présent ouvrage réunit en un seul texte enrichi les conférences que j'ai données en 1979 dans la série *Massey Lectures*, diffusée sur le réseau anglais de Radio-Canada, sous le titre « Canadian Cities and Sovereignty-Association ». Je remercie sincèrement la chercheuse et assistante éditoriale, Diane Rotstein, le producteur des conférences, Max Allen, et la réalisatrice de l'émission radiophonique *Ideas*, Geraldine Sherman. J'ai pu bénéficier avec plaisir de leurs conseils, de leur bon goût et de leur aide. Je suis particulièrement reconnaissante envers la société d'État qu'est Radio-Canada de s'être mise au service de la liberté d'expression sans la moindre censure, même si le sujet que j'avais choisi était controversé.

Je remercie du fond du cœur mon éditeur et réviseur, Jason Epstein, pour ses conseils et son aide pour l'adaptation des conférences et la rédaction du présent ouvrage.

Je remercie Decker Butzner, Stephen Clarkson, Kari Dehli, Robert, James et Burgin Jacobs, Douglas Manzer, Doris Mehegan et Alan Powell, ainsi que le personnel de la délégation commerciale de Norvège, de la délégation commerciale de Suède, du ministère de l'Industrie et du Tourisme de l'Ontario, de Statistique Canada et de la bibliothèque publique de Toronto pour leur aide, et notamment pour leurs diverses contributions sous forme de données, de renseignements, d'observations et de critiques. Je suis particulièrement reconnaissante envers ceux qui ont porté à mon attention des erreurs factuelles. S'il en reste, et

j'espère franchement que ce n'est pas le cas, j'en accepte l'entière responsabilité, tout comme j'assume entièrement les opinions que j'exprime.

Cet ouvrage est tiré d'une série de cinq conférences radiophoniques données en 1979 par Jane Jacobs, dans le cadre des Massey Lectures. La série s'intitulait « Canadian Cities and Sovereignty-Association ». Les conférences ont été diffusées à la radio anglaise de Radio-Canada en novembre et en décembre 1979, dans le cadre de la série *Ideas*. Les émissions étaient réalisées par Max Allen.

Les Massey Lectures ont été créées en l'honneur de Vincent Massey, ancien gouverneur général du Canada. Les premières conférences ont eu lieu en 1961, à l'initiative du réseau anglais de Radio-Canada, dans le but de permettre à des experts de renom de communiquer les résultats d'une étude ou d'un travail de recherche sur un sujet d'intérêt général.

Préface à l'édition en français

On a décrit Jane Jacobs comme « l'un des rares penseurs originaux vivant parmi nous » ou encore comme « l'analyste hors pair de tout ce qui relève de l'urbanisme » dont les « idées sur les villes, qui, à première vue, paraissaient terriblement excentriques, se sont avérées tant de fois justes et de tellement de façons ». Un sondage *Plantizen* mené en 2009 auprès de personnes intéressées par la thématique urbaine la plaçait, et de loin, au sommet de la liste des penseurs de l'urbanisme en termes d'influence. Depuis la parution en 1961 de son livre classique *Déclin et survie des grandes villes américaines*, Jane Jacobs a permis de comprendre une grande gamme de sujets grâce à son approche empirique, simple et très bien informée, mais aussi grâce à son intrépidité intellectuelle exemplaire.

Au cours d'une longue vie productive, Jane Jacobs a publié sept livres, dont les ventes, pour certains, ont atteint les millions. Six ouvrages ont été réédités régulièrement en anglais. Le grand public les achète, et le monde universitaire continue à les utiliser dans des cours de toutes sortes. Le présent livre, son troisième et le seul qui porte sur son pays d'adoption, le Canada, n'a jamais été publié en français. C'est surprenant en soi, mais ce qui est plus troublant, c'est que le livre n'était plus disponible depuis le milieu des années 1980, n'ayant jamais été réédité avant que Baraka Books de Montréal n'en acquière les droits en 2011 et le publie avec une nouvelle préface ainsi qu'un entretien

inédit avec l'auteure dont la traduction figure en page 25. Réalisé chez elle en 2005, un an avant son décès, cet entretien aide à comprendre pourquoi *The Question of Separatism* a soulevé si peu d'intérêt. Il semble, en gros, que les Canadiens anglais ont préféré ne pas en parler du tout, tandis que les Américains s'en sont remis à l'opinion des Canadiens.

Curieusement, c'est justement ce manque d'intérêt qui a amené Jane Jacobs à m'accorder une interview en mai 2005. Dix ans après le référendum de 1995, j'étais en train d'écrire *Le référendum volé* (Les Intouchables, 2005) et je voulais connaître l'évolution de ses idées au cours des vingt-cinq dernières années. À 88 ans, avec deux projets de livres en train, elle refusait généralement les demandes d'interview, qui avaient tendance à la détourner de son travail. Mais cette fois, elle a dit oui.

Une partie intégrante de son œuvre

D'aucuns prétendent que ce livre tranche avec le reste de son œuvre, n'étant qu'une autre preuve de son excentricité et de son esprit un peu provocateur. Cette opinion, que Jane Jacobs a rejetée elle-même dans l'entretien de 2005, vient probablement d'agents, de critiques, de personnalités médiatiques et de politiciens canadiens qui prennent leurs désirs pour la réalité, bref des gens qui ont fait une lecture sélective de son œuvre. Sa réponse à propos de la réaction à son livre et de la tendance des médias à éviter le sujet ne laisse pas de doute : « Il n'y a eu à peu près aucune réaction. » Les médias ne lui posaient « presque jamais » de questions sur le Québec. « Vous êtes le premier », m'a-t-elle dit. C'était en 2005 !

Dans une biographie publiée en 2006, *Jane Jacobs Urban Visionary*, l'auteure Alice Sparberg Alexiou mentionne brièvement le livre. Les commentaires qu'elle a recueillis permettent de cerner la source du silence.

Quand a paru en 1980 *The Question of Separatism* de Jacobs, le sujet soulevait les passions. Le premier référendum au Québec venait d'être défait par un vote de 60 % à 40 %. Mais personne n'a critiqué Jacobs, du moins pas en public. Dans les coulisses, c'était autre chose. « Le consensus était qu'elle ne savait pas de quoi elle parlait et qu'elle n'était pas d'un grand secours dans une situation difficile », se rappelle Richard Gwyn, chroniqueur politique de longue date du *Toronto Star*, qui se décrit tout de même comme un « grand partisan » de Jane Jacobs. Un autre de ses admirateurs, David Crombie, opine : « Son livre sur le Québec est anhistorique. Elle ne comprend rien de l'histoire du Canada et de son fonctionnement. » Les Canadiens ont choisi de passer sous silence l'incursion de Jacobs dans les eaux marécageuses du séparatisme québécois. Il semble que, hors du Québec, bien peu de monde a lu *The Question of Separatism*¹.

L'historien émérite Jack Granatstein, également de Toronto, a eu une réaction semblable lorsque Baraka Books a fait paraître le livre en 2011. En réponse à un courriel de l'éditeur annonçant la réédition, le bon professeur a écrit : « *A dreadful book, her very worst – why reprint?* » (« Un livre affreux, de loin son pire – pourquoi le rééditer ? ») Ces commentaires d'universitaires et de journalistes viennent confirmer l'une des observations célèbres de Jane Jacobs. Quand une journaliste de la CBC s'étonnait de sa capacité de réfléchir hors des sentiers battus et des idées convenues, elle a rétorqué : « Parmi les gens que je fréquente, il y en a beaucoup qui sont curieux et capables de penser librement ; sauf dans les médias et le milieu universitaire, où les gens aiment penser et dire la même chose. »

Il n'est donc pas surprenant que, au lendemain de son décès en 2006, le *Globe and Mail* de Toronto, « *Canada's National Newspaper* », n'ait même pas mentionné l'existence de *The Question of Separatism* dans un grand article nécrologique très louangeur. (En revanche, le *New York*

1. Alice Sparberg Alexiou, *Jane Jacobs Urban Visionary*, Harper Perennial, 2007, p. 194.

Times l'a fait.) De même, lorsque 35 experts de l'œuvre de Jane Jacobs ont publié l'anthologie *What We See: Advancing the Observations of Jane Jacobs*, ils ont réussi à éviter toute mention de l'ouvrage². En somme, des politiciens, des éditorialistes, des planificateurs, des hauts fonctionnaires et des universitaires de tous horizons ont régulièrement consulté ou cité Jane Jacobs – souvent de façon obséquieuse – mais, quand il s'agissait du Québec, on la traitait comme une vieille tante gênante au réveillon de Noël.

Il n'en demeure pas moins que *La question du séparatisme* est inextricablement lié à son immense œuvre. Ce livre s'inscrit en droite ligne de sa pensée profonde et a même contribué de façon importante à son évolution. Résumer l'œuvre d'un tel penseur est une entreprise périlleuse. Le risque de sélectivité, d'omission, de partisanerie ou d'incompréhension des sujets abordés est réel. Rien ne remplace une lecture intégrale. Cependant, pour saisir l'importance et la portée de la thèse de Jane Jacobs sur le Canada et le Québec, on se doit de revoir brièvement au moins les deux livres qui ont précédé *La question du séparatisme* et celui qui l'a suivi.

Dans son premier ouvrage, *Déclin et survie des grandes villes américaines* (1961), Jane Jacobs a énoncé les idées et principes qui l'avaient inspirée dans son combat épique avec les promoteurs des années 1950 qui préféraient les autoroutes énormes et la « rénovation urbaine » aux quartiers vivants mais désorganisés des villes. Elle a démontré que ces mêmes promoteurs et planificateurs urbains mettaient en péril le développement et la vitalité économique des villes dont ils prétendaient être les défenseurs. Au fond, observait-elle, ils méprisaient tout ce qui était urbain et préféraient de beaucoup la campagne bucolique. Par

2. Stephen A. Goldsmith et Lynne Elizabeth (éd.), *What We See: Advancing the Observations of Jane Jacobs*, New Village Press, Oakland, 384 p.

conséquent, ils ne prenaient pas le temps de voir et de comprendre les sources de la vitalité des grandes villes. Ce livre a révolutionné l'étude des villes et l'urbanisme dans le monde entier. Quarante-cinq ans plus tard, en 2006, l'année de son décès, on annonçait que la moitié de l'humanité habitait maintenant une agglomération urbaine. Cela ne l'aurait sûrement pas étonné. Cinquante ans après la publication de *Déclin et survie*, l'ouvrage demeure un incontournable pour tous les urbanistes et économistes du développement.

Dans son deuxième livre, *The Economy of Cities* (1968), Jacobs démonte méthodiquement le « dogme de la primauté de l'agriculture ». Il s'agirait, selon elle, d'une thèse aussi vétuste que la théorie de la génération spontanée, ce vestige pré-darwinien de l'histoire des sciences biologiques. Elle démontre que depuis des millénaires, l'économie rurale se construit avec l'économie des villes et que le dogme de la primauté de l'agriculture nuit à notre compréhension des villes et du développement économique en général. Elle présente aussi les mécanismes qui expliquent l'expansion rapide des villes, dont le développement constant de nouvelles sortes de travail, le remplacement des importations et le développement des exportations. Elle explique aussi l'apparent paradoxe de l'inefficacité et de l'impraticabilité des grandes villes. « Je ne prétends pas que les villes sont importantes sur le plan économique *malgré* leur inefficacité et leur impraticabilité, mais qu'elles le sont *à cause* de cela. » Déjà, en 1968, elle avait vu l'énorme potentiel économique du recyclage des déchets urbains. Parmi les conclusions saisissantes de ce livre, il y a l'idée que « le développement économique, quel qu'il soit et où qu'il se produise, est profondément subversif pour le statu quo ».

Son seul livre sur le Canada, son pays d'adoption

Jane Jacobs a terminé *The Economy of Cities* avant de quitter New York pour Toronto, en 1968, pour que ses deux fils ne soient pas obligés de faire la guerre du Vietnam. Même si elle ne mentionne ni le Québec ni le Canada dans ses deux premiers livres, on y voit les germes de *La question du séparatisme*, son seul ouvrage qui porte spécifiquement sur son pays d'adoption.

Peu après son arrivée à Toronto, Jacobs s'est jointe à la campagne « *Stop Spadina* », qui a fini par empêcher Toronto de construire une autoroute qui aurait coupé la ville en deux. Le projet de Spadina ressemblait au Lower Manhattan Expressway, projet d'autoroute à New York qu'elle et d'autres ont aussi réussi à tuer dans l'œuf. Sa voix et la puissance de ses idées sur les villes ont aidé à rallier la population de Toronto et ont attiré l'attention partout au Canada.

Toronto comptait désormais une personnalité d'envergure internationale, à la fois libre penseur et militante. Aussi, la CBC l'a invitée à prononcer une série de conférences radiophoniques de cinq heures, dans le cadre des Massey Lectures. Martin Luther King, Willy Brandt, Carlos Fuentes et Claude Lévi-Strauss, parmi d'autres, l'avaient précédée. Elle avait la liberté d'en choisir le sujet. Ne craignant pas de déranger le ronron des adeptes de la pensée unique, Jane Jacobs a choisi comme titre « *Canadian Cities and Sovereignty-Association* ». La série de conférences, diffusée en novembre et en décembre 1979, à quelques mois du référendum de 1980, allait être le noyau du livre *The Question of Separatism*. Plus jamais les grands médias ne lui donneraient l'occasion de se prononcer aussi librement sur la question politique canadienne sans doute la plus importante et la plus épineuse.

Un penseur de moindre envergure et ayant moins d'indépendance d'esprit que Jane Jacobs, accueilli par Toronto, le cœur de l'opposition à la souveraineté du Québec,

aurait sûrement choisi un sujet plus rassembleur et populaire. Pourquoi se mettre à dos ou contredire tous les nouveaux amis qu'elle s'était faits depuis dix ans? Avec le recul, toutefois, sa décision n'étonne point. La voilà dans un nouveau pays aux prises avec un important désaccord – démocratique, certes, mais aussi hautement émotif. Comment une personne de sa stature pouvait-elle ne pas s'y intéresser, surtout quand l'enjeu principal était le développement futur de deux grandes villes concurrentes, Montréal et Toronto? Car on passe trop souvent sous silence le fait que l'avenir de Montréal est au cœur du débat sur le statut politique du Québec. On peut penser que d'autres enjeux l'emportent sur celui du statut de Montréal: la question linguistique, la culture, la dépendance économique et autres. Or on revient toujours au même constat: comme va Montréal, ainsi va le Québec! Montréal deviendra-t-elle une ville-région dynamique, la métropole d'un Québec souverain, ou vivra-t-elle une lente asphyxie pour devenir de plus en plus passive et provinciale, condamnée à rester dans l'ombre d'une autre métropole, Toronto? Voilà ce que Jane Jacobs a saisi et décrit avec perspicacité en 1980, et revisité vingt-cinq ans plus tard dans l'entretien qu'elle m'a accordé.

Si Jane Jacobs n'avait pas étudié le cas concret de Toronto et de Montréal, deux villes dans deux nations qui habitent le même pays, elle n'aurait probablement pas pu écrire son quatrième livre, *Les villes et la richesse des nations* (1984). Quoiqu'elle ne fasse qu'y effleurer le sujet du Québec et du Canada, elle décrit la démobilisation et le ralentissement économique dévastateurs de villes importantes qui, comme Montréal, sont forcées de se plier aux exigences d'une logique nationale et aux impératifs de la métropole nationale. Elles deviennent vite des villes satellites, condamnées à desservir la métropole. Elle prévoyait que ce serait le sort de Montréal si le Québec n'obtenait pas plus de souveraineté politique.

Elle cite en exemple d'importantes villes du Royaume-Uni, comme Glasgow et Manchester, qui n'ont pas réussi à générer des villes-régions significatives, de même que d'autres cités, autrefois importantes, comme Liverpool, Bristol, Édimbourg et Cardiff, qui sont devenues « passives et provinciales avec les années ». Le temps ne faisait qu'« élargir l'écart séparant ces villes de Londres ». La France, selon Jacobs, présente les mêmes similitudes frappantes. Paris est la seule ville-région d'envergure, tandis que Marseille, Lyon, Lille, Bordeaux, Toulouse et d'autres ont perdu du terrain pour devenir de simples villes de province. Elle oppose à ces pays, qui suivent un modèle qui serait « typiquement un phénomène national », le modèle scandinave où quatre pays réunis comptent une population qui n'atteint pas la moitié de celle de la France. « Mais, alors que le sud de la France ne possède pas de région urbaine, chaque pays scandinave – la Finlande, la Suède, la Norvège et le Danemark – a réussi à se doter d'une région urbaine d'importance. » En citant beaucoup d'exemples, elle montre ce qui devient possible pour les villes-régions et les nations dont elles sont le moteur lorsqu'elles réussissent à se libérer des entraves d'un État « national » centralisateur.

Dans ses trois autres livres, *Systems of Survival* (1992), *La nature des économies* (2000) et *Retour à l'âge des ténèbres* (2004), Jane Jacobs aborde de nouveaux sujets mais revient régulièrement sur les idées développées dans ses quatre premiers livres, en y amenant toujours de nouvelles observations et des exemples.

Pourquoi le Québec est important

Le débat sur le statut politique d'un peuple de langue française en Amérique du Nord, établi principalement au Québec, ainsi que sur ses relations avec le Canada et les États-Unis, va droit au cœur de l'histoire de ce continent, mais aussi, de son avenir. Il ne s'agit pas seulement d'un

sujet canadien, ni d'un dossier dont les provinces et États voisins peuvent disposer de la manière qui leur causera le moins de problèmes. Non, il s'agit de la grande question des nations posée pour l'Amérique du Nord, qui ressemble à ce sur quoi on débat passionnément en Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Comme Jane Jacobs l'a écrit en 1980, c'est une vieille histoire qui remonte à la défaite de la France impériale par l'Angleterre impériale à Québec pendant la guerre de Sept Ans. L'Angleterre et ses treize colonies sur la côte atlantique du continent ont pris le contrôle d'environ 70 000 Canadiens de langue française habitant principalement la vallée du Saint-Laurent, mais avec des colonies de commerçants, d'explorateurs, de coureurs des bois et de colons essaimées presque partout sur le continent. Dans l'héritage que ces derniers ont laissé, mentionnons seulement les milliers de noms de lieux et de patronymes que l'on rencontre partout en Amérique du Nord. Winston Churchill a qualifié de « première guerre mondiale » le conflit qui a décidé du sort du Québec.

De l'histoire ancienne, oui, mais le Québec a aussi une histoire récente, nouvelle, qui a commencé autour de 1960, notamment avec la Révolution tranquille. Cette histoire s'est écrite aussi avec l'adoption d'une charte, audacieuse mais durement contestée, pour protéger la langue française et s'assurer que Montréal demeure une ville francophone. Cette histoire récente englobe aussi deux référendums sur la séparation, celui de 1980, mais aussi celui de 1995, qui se solda par une courte victoire du camp du NON, 50,6 % contre 49,4 %, mais dont les résultats auraient pu être contestés. Le monde entier a été interpellé par ce vote. À titre d'exemple, rappelons qu'au début de la campagne, l'administration Clinton annonçait un fort appui à l'unité canadienne, mais que, constatant la vraie possibilité que les Québécois choisissent la souveraineté, le président américain a simplement dit qu'il revenait au peuple québécois de décider de son avenir.

La plus importante histoire de nations en Amérique continue de s'écrire, et l'un des penseurs les plus importants et plus imaginatifs de notre époque a présenté ses idées sur la manière de l'écrire et de résoudre les problèmes de manière simple et dans le respect des principes fondamentaux. Or, même les lecteurs et analystes les plus sérieux de l'œuvre de Jane Jacobs ont fait et continuent de faire comme si elle n'avait jamais rien dit sur le sujet.

En 1980, grâce à sa connaissance des villes, Jacobs est arrivée à la conclusion que la souveraineté du Québec était nécessaire et que la question n'allait pas « s'évaporer » de sitôt. Elle a prédit la régionalisation de Montréal, qui deviendrait un satellite de Toronto. « En somme, écrit-elle, Montréal ne peut se permettre de se comporter comme d'autres villes régionales au Canada sans causer un tort énorme à tous les Québécois. Montréal doit devenir un centre économique créateur en soi. Or, il n'y a probablement aucune chance que cela se produise tant que le Québec demeurera une province du Canada. » L'ancien premier ministre du Québec Jacques Parizeau a noté dans un livre publié en 2009, à propos de *La question du séparatisme*: « Ce livre, qui demeure d'actualité en 2009, présente remarquablement bien la démarche du gouvernement du Québec en 1980. » Qui plus est, en 2005, vingt-cinq ans après la publication de son livre, Jane Jacobs a déclaré que sa position n'avait pas changé et insisté sur le fait que l'histoire mondiale lui avait donné raison.

Prescience sur Montréal

Trente ans après la parution de *La question du séparatisme*, les propos de Jane Jacobs frappent encore dans le mille. Les acteurs de 1980 ont fait place à d'autres, mais le scénario demeure le même. Jacobs prend à bras-le-corps les débats qui déterminent – et parfois assombrissent – le cours des événements, comme la dimension émotionnelle, la question

de la taille d'un pays et les paradoxes qu'elle implique et l'opposition entre la dualité et la fédération. Elle n'hésite jamais non plus à entrer dans les détails. Ses réflexions sur une éventuelle devise québécoise – et sa critique de l'abandon de cette idée par le Parti québécois – sont particulièrement éclairantes en 2012, au moment où le Québec fait les frais d'un dollar canadien fort, collé sur le cours du pétrole de l'Alberta, et alors que l'euro vit une crise. Plusieurs problèmes que Jane Jacobs a relevés dans le projet de souveraineté-association de René Lévesque de 1980 ont été résolus ou éclaircis à mesure que le débat évoluait. Par ailleurs, le Québec a subi de plein fouet un phénomène clé du XX^e siècle qu'elle avait identifié comme la « force croissante de centralisation nationale » : dès 1982, le Canada a rapatrié sa Constitution sans le Québec et contre sa volonté.

L'étude par Jacobs du cas de la séparation de la Norvège de la Suède en 1905 demeure aussi édifiante qu'en 1980, surtout à la lumière du grand nombre de pays qui ont accédé à l'indépendance depuis la publication de son livre. Mais c'est sans doute, et sans surprise, la justesse de ses observations et de ses prédictions sur Montréal et Toronto qui frappent le plus.

Si Montréal et le Québec ont réussi, dans l'ensemble, à maintenir une certaine vitalité économique, toute analyse sérieuse confirme la prescience de Jane Jacobs quant à l'impact sur Montréal du manque d'indépendance politique du Québec. La vitalité économique du Québec s'explique en partie par l'ouverture de marchés aux États-Unis, au Mexique et ailleurs en vertu de traités de libre-échange. Le Québec ne dépend plus uniquement du marché canadien comme lorsque des tarifs douaniers s'appliquaient sur une grande gamme de produits importés. Ces changements se sont effectués dans les quinze ans qui ont suivi la publication de *La question du séparatisme*. Malgré l'apparente vitalité économique, toutefois, il y a eu des événements significatifs, voire fondamentaux, qui ne laissent pas de doute quant à

la justesse de ses prédictions. Parmi ceux-ci, mentionnons le fiasco des aéroports de Montréal depuis Mirabel, la disparition effective de la Bourse de Montréal jumelée à la tentative de créer une seule autorité canadienne des marchés financiers, et la perte de nombreux sièges sociaux et d'activités importantes pour ceux qui restent à Montréal.

Annonçant la construction de l'aéroport de Montréal à Mirabel, Pierre-Elliott Trudeau avait vanté cette nouvelle « porte d'entrée du trafic aérien au Canada ». Cet aéroport devait être le plus grand au monde en termes de superficie. Pour ça, Ottawa avait exproprié scandaleusement ceux qui occupaient des milliers d'hectares de terres agricoles. Fait peut-être plus grave, mais moins connu, Ottawa avait passé outre à la volonté exprimée par la Ville de Montréal et le Gouvernement du Québec en choisissant un emplacement au nord-ouest de Montréal afin de favoriser le corridor Montréal-Ottawa-Toronto. « Quand Ottawa a choisi Mirabel, écrit en 1983 l'urbaniste Andrew Sancton, c'était probablement la décision la plus importante sur le développement physique de Montréal depuis 1945, tous paliers de gouvernement confondus. » Montréal et le Québec préféraient un emplacement au sud-est de Montréal, qui fournirait une plaque tournante desservant la partie du Québec la plus densément peuplée et la plus dynamique sur le plan économique. Outre Montréal, cet emplacement aurait permis de desservir l'Estrie, le Centre du Québec, la Mauricie et même Québec. Quelques décennies plus tard, le gouvernement fédéral a fermé Mirabel après avoir pris des décisions politiques pour faire de l'aéroport de Toronto sa « porte d'entrée ». Il ne reste que l'aéroport de Dorval, devenu un satellite régional qui alimente Pearson, le grand aéroport de Toronto, même pour de nombreux vols vers l'Europe, ce qui rajoute des heures au temps de vol. Et on appelle désormais « Pierre-Elliott-Trudeau » cet aéroport minable. Quelle ironie !

Même scénario à la Bourse de Montréal, la plus vieille au Canada. En 1999, quatre ans après le référendum de 1995, Montréal perdait presque entièrement sa Bourse à la faveur d'une réorganisation qui lui garantissait toutefois l'exclusivité des produits dérivés pendant dix ans. Six ans plus tard, devant le succès de Montréal dans ce domaine, Toronto tentait coûte que coûte de mettre la main sur ce domaine « exclusif » de Montréal tout en menaçant de se lancer dans les produits dérivés si les dirigeants de Montréal ne mordaient pas à l'hameçon qui leur était tendu. Malgré quelques baroufs d'honneur de porte-parole de la Bourse, le Groupe TSX a avalé la Bourse de Montréal dans ce qu'on a appelé pudiquement une « fusion ». Et le gouvernement Harper et son ministre des Finances, qui fut auparavant ministre des Finances de l'Ontario, persistent à vouloir créer un seul organisme « national » de réglementation des marchés financiers. À ce phénomène de centralisation, Jane Jacobs oppose l'exemple des pays scandinaves : la Norvège (Oslo), la Suède (Stockholm), le Danemark (Copenhague) et la Finlande (Helsinki) possèdent tous leur propre bourse indépendante.

Depuis les années 1960, Montréal a perdu des centaines de sièges sociaux, surtout au profit de Toronto. On a révélé récemment que les entreprises dont le siège est au Québec ne représentent que 13 % des entreprises inscrites à la Bourse de Toronto et seulement 11 % du total en termes de capitalisation, même si le Québec compte pour près de 25 % de la population du Canada. On attribue ces pertes tantôt à l'instabilité politique, tantôt au déclin économique, tantôt aux lois linguistiques. Jane Jacobs aurait relevé, dans ce cas comme dans les deux autres, le fil conducteur qu'elle a décrit comme étant un « phénomène typiquement national ».

Jane Jacobs, écrivaine

Dans sa biographie de Jane Jacobs, Alice Sparberg Alexiou soutient qu'elle est « d'abord et avant tout une écrivaine » et que sa capacité d'influencer la perception et l'opinion des gens venait de sa capacité de raconter une histoire. Jane Jacobs a raconté dans le présent ouvrage l'histoire des relations entre le Canada et le Québec, en particulier, mais aussi celle plus générale des villes et des nations. L'entretien qui suit prouve qu'elle n'a jamais cessé d'y penser, et qu'elle a maintenu ses idées jusqu'à la fin de sa vie.

ROBIN PHILPOT, avril 2012

LA QUESTION DU SÉPARATISME

La publication en 1980 de *The Question of Separatism* avait tout pour faire scandale : une figure intellectuelle majeure du Canada anglais se prononçait sans détour pour la souveraineté du Québec. Mais voilà : si les Québécois (ceux qui lisaient l'anglais) ont accueilli le livre avec un certain intérêt, ils avaient, au lendemain du premier référendum, d'autres préoccupations. Dans le reste du Canada, la réception fut pour ainsi dire inexistante. Encore aujourd'hui, les spécialistes de Jane Jacobs (1916-2006) tendent à présenter cet ouvrage qui dérange comme une erreur de parcours dans une carrière brillante.

Et pourtant. Dans un entretien de 2005 reproduit dans cette édition, la grande urbaniste persiste et signe. L'hégémonie du Canada anglais nuit au développement du Québec. Montréal, qui devrait être le moteur culturel et économique d'un Québec souverain, est reléguée au statut de ville régionale. Quant aux prédictions catastrophistes du camp fédéraliste, elles ne tiennent pas, ne serait-ce que parce que l'histoire abonde de cas de séparations réussies.

Trente ans après, la fraîcheur et la pertinence du texte de Jane Jacobs sont stupéfiantes. Il était plus que temps qu'il paraisse en français.

Préface et entretien par Robin Philpot